

Lyne BONNIER

Commissaire aux comptes

Inscrit par la Cour d'Appel d'AIX EN PROVENCE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION "MIEUX VIVRE"

Siège social :

Les Hauts de Bodiccione

Rue des Magnolias - Bât Chêne C1 - 20090 Ajaccio

SIREN : 39258411600017

10 Rue Paul Doumer - 06310 Beaulieu sur mer

Téléphone : 06 20 34 91 80

lyne.bonnier@wanadoo.fr

 **commissaire
aux comptes**

Membre d'une association agréée : le règlement des honoraires par chèque est accepté

ASSOCIATION « MIEUX VIVRE »
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association « Mieux Vivre »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « MIEUX VIVRE », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur des faits d'importance significative concernant votre association, exposés à l'annexe dans le paragraphe « Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice et postérieur à la clôture jusqu'à la date d'approbation ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment en ce qui concerne l'évaluation des créances.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. »

Vérification des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association MIEUX VIVRE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association MIEUX VIVRE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la

falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

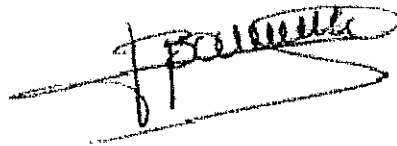
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaulieu Sur Mer, le 3 juin 2025

Le commissaire aux comptes
Lyne BONNIER



ANNEXES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

BILAN – ACTIF & PASSIF

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	33 315	30 776	2 539	894
	Autres immobilisations corporelles	136 060	132 801	3 259	7 191
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	172		172	592
TOTAL (I)		169 547	163 577	5 970	8 677
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	148 471		148 471	151 325
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	12 168		12 168	13 581
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	40 024		40 024	209 705
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	2 502		2 502	5 038
	TOTAL (II)	203 165		203 165	379 650
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		372 712	163 577	209 135	388 328
(1) dont droit au bail				172	592
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	446 029	446 029
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(248 855)	(111 347)
	Excédent ou déficit de l'exercice	(137 659)	(137 508)
	Total des fonds propres (situation nette)	59 515	197 174
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	59 515	197 174
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Provisions	Total des fonds reportés et dédiés		
	Provisions pour risques	17 657	17 657
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	17 657	17 657
DETTES (I)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		308
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 646	31 651
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	110 317	131 580
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		9 957
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	131 963	173 496
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	209 135	388 328
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(137 659,25)	(137 508,01)
	(1) Dont à moins d'un an	131 963	173 188
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	160	665
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	662 546	717 050
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	232 351	243 297
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 762	34 859
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	2 486	370
Total des produits d'exploitation		911 305	996 240
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		751
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	148 674	230 722
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	19 354	1 418
	Salaires et traitements	728 265	680 583
	Charges sociales	162 506	191 418
	Dotation aux amortissements et dépréciations	6 323	15 067
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	8 992	1 951
Total des charges d'exploitation		1 074 113	1 121 909
RESULTAT D'EXPLOITATION		(162 808)	(125 670)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(162 808)	(125 670)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	762	2 366
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		762	2 366
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		762	2 366
RESULTAT COURANT avant impôts		(162 047)	(123 304)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	19 718	4 722
	Sur opérations en capital	6 667	1 250
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	26 385	5 972
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 997	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		20 177
	Total des charges exceptionnelles	1 997	20 177
RESULTAT EXCEPTIONNEL		24 388	(14 204)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		938 451	1 004 578
TOTAL DES CHARGES		1 076 111	1 142 086
EXCEDENT ou DEFICIT		(137 659)	(137 508)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **209 135 euros**
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **938 451 euros**
 - un total charges de **1 076 111 euros**
 - dégage un résultat de **-137 659 euros**

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12 mois**.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association MIEUX VIVRE** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES, DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Objet social :

Cette association a pour objet de concourir à l'amélioration de la vie quotidienne des habitants des quartiers où elle intervient et de renforcer le lien social.

L'association développe notamment les activités suivantes:

1. Activité d'entretien et de nettoyage et autres service de proximité :

- entretien et nettoyage des parties communes des Immeubles et ensembles immobiliers; traitement des déchets ménagers
- entretien des espaces verts;
- petits travaux de réparation et d'entretien sur les parties communes ou les logements.
- et, plus généralement, tous services de proximité.

Les donneurs d'ordre (prescripteurs) sont les bailleurs, les collectivités locales ou les organismes qui en émanent, les associations à caractère social et culturel, les locataires des bailleurs.

Dans ces activités, l'association a pour objectif l'insertion sociale et Professionnelle personnes en situation d'exclusion, - en particulier de personnes qui résident dans les ensembles immobiliers de son territoire d'intervention Ainsi, l'association a vocation à fonctionner comme entreprise d'insertion (EI).

2. Activité d'animation sociale

- actions d'animations culturelles et festives;
- actions d'animation sociale;
- actions de médiation sociale, si besoin est.

3. Autres activités sur décision expresse, du Conseil d'Administration

Activités et missions sociales :

L'association Mieux vivre est une entreprise d'insertion :

Une entreprise d'insertion est une entreprise de production de biens ou de services, se situant dans le secteur concurrentiel marchand, mais dont la finalité est avant tout sociale : accueillir et accompagner des personnes en situation d'exclusion pour construire et finaliser avec elles un parcours d'insertion socioprofessionnel durable.

Ce qui la différencie d'une entreprise classique c'est sa double dimension économique et sociale, la première étant le moyen et la seconde sa finalité. L'entreprise d'insertion doit donc impérativement affirmer une double compétence.

LB

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Moyens mis en oeuvre :

Mieux Vivre intervient dans 3 secteurs d'activités :

1. Espace naturel : Création et Entretien de jardins, Arrosage manuel, Démaquisage, Pare-Feu, Elagage, Taille, Abattage, Cantonnage, Nettoyage parties communes, Voiries

2. Entretien voirie propreté : Entretien ménager Entretien des Vide-Ordures, Désinfection Gestion des Conteneurs

3. Ménager sécurité : Portail Automatique, Alarme - Protection électronique Arrosage automatique

Comme toute entreprise, elle doit :

- réunir des compétences économiques et techniques sur son secteur d'activités,
- maîtriser sa gestion financière, et équilibrer ses comptes,
- mettre en place un plan d'actions commerciales,
- aligner les prix de ses produits et services sur les prix du marché...
- mais aussi, recruter un personnel d'encadrement technique hautement qualifié, pour assurer une production performante avec des personnes en insertion, et faire preuve de compétences pédagogiques et sociales particulières.

L'association consacre des moyens humains et financiers spécifiques et notamment :

- assurer la formation du personnel encadrant technique à la pédagogie du réel et à l'encadrement de salariés en insertion, tout en assurant la production de l'entreprise,
- créer un poste de responsable du suivi individuel des parcours d'insertion, - et mettre en oeuvre des systèmes d'évaluation, de bilans personnels et professionnels,
- être en mesure de résoudre des situations particulières touchant au logement, à la santé, aux problèmes administratifs que peuvent rencontrer les personnes qu'elle accompagne, et de les aider à élaborer un projet professionnel leur permettant de se projeter positivement dans l'avenir et d'acquérir progressivement une autonomie.

Pour réaliser son objet social, l'association emploie :

- 9 salariés permanents en contrat à durée indéterminée au 31/12/2024 ;
- 40 salariés en contrat à durée déterminée (13 équivalents temps plein).

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est 209 135 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un déficit de 137 659 €.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

215

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Règles générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle,
- Comparabilité et continuité de l'exploitation,
- Régularité et sincérité,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement N°2018-06 du 5 décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

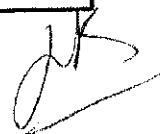
Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat et des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leur utilisation envisagée.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition constitué de leur prix d'achat.

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions : 30 ans,
- Matériel et outillage : 5 à 10 ans,
- Mobilier de bureau : 10 ans.



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

Néant

Informations sur les montants des concours publics et les subventions reçues par l'entité par nature de concours ou de subventions et par catégorie d'autorités administratives : Rappel Art. 431-9

Subventions d'investissement non renouvelables

Néant

Subventions d'exploitation et concours publics

	31/12/2024
ASP aide à l'insertion	219 924
FDI relance covid	0
Modulation ASP	524,32
Concours public	220 448,32
AGEFICH tuteurage	0
Aide AG2R aide covid	0
Subventions diverses	0
Total concours publics et subventions	220 448,32

Contributions volontaires en natures

Rappel Art. 431-10

Il n'existe pas de contributions volontaires en nature.

Il n'est pas procédé à l'évaluation des heures de bénévolat assurées par les membres du Conseil d'administration.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

AUTRES INFORMATIONS

Informations sur les transactions avec contreparties.
Rappel Art. 431-12

Il n'existe pas de transactions avec contreparties

Informations sur les rémunérations des trois plus haut cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature

	Exercice clos 31/12/2024	
	Salaires nets	Observations
Dirigeants bénévoles	- €	Non rémunérés
Directeurs salariés	88 104 €	

Effectif

	Ajaccio		Alta Rocca		Total	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD Dont ETP
Nombre salariés	9	40	0	0	9	40
Coût total	514 405 €	402 625 €	0	0	514 405 €	402 625
Net à payer	295 951 €	255 639 €	0	0	295 951 €	255 639

Détail des charges constatées d'avance

Libellés	Montants HT
CCA COPIE CONFORME	55.34 €
LOYER FORD	586.17 €
CCA PROTECTION JURIDIQUE	491.53 €
CCA DEMATIS	234 €
CCA RC MANDATAIRES SOCIAUX	394.16 €
GRENKE	216 €
GRENKE	525 €

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

TOTAL	2502.2 €
--------------	-----------------

Ventilation du chiffre d'affaires

Libellés	Montants HT
Prestations de services	20 520 €
Entretien Menager	464 260.56 €
Entretien Espace Vert	171 958 €
Arrosage auto	620 €
Encombrant VO	200 €
Encombrant EV	4987.50 €
Vente de marchandises AJ	160 €
TOTAL	662 706.06 €

Engagement des retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE OU DE LA CLOTURE JUSQU'A LA DATE D'APPROBATION DES COMPTES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Les comptes 2024 ont continué à subir les difficultés économiques que l'association connaît depuis maintenant 3 ans.

Les perspectives économiques 2024 ont contraint l'association à licencier économiquement l'un de ses deux dirigeants salariés le 31/03/2024. Le coût du licenciement est estimé à 115 K€ y compris un coût de 31 K€ correspondant à trois mois de préavis.

Les états financiers 2024 de l'association ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. A la date d'arrêt des comptes 2024 par le Conseil d'administration, le Président n'a pas connaissance d'incertitudes profondes qui remettraient en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation sur le long terme, avec un retour à l'équilibre en 2025.

L'association a saisi la commission de recours amiable d'une réclamation à la suite d'un rappel de cotisations URSSAF de 17 657 €, portant sur les exercices 2020 et 2021 et signifié le 2 août 2023. En 2024, la procédure est toujours en cours.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	31 120		2 195			33 315
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	160 903					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	12 571		1 841		38 228	122 675
	Emballages récupérables et divers					1 027	13 385
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		204 595		4 035		39 256	169 375
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	592				420	172
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	592				420	172
TOTAL		205 187		4 035		39 676	169 547

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels	30 226	550		30 776
Autres instal., agencement, aménagement divers	160 904		38 228	122 675
Matériel de transport	5 379	5 773	1 027	10 125
Matériel de bureau, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	196 510	6 323	39 256	163 577
TOTAL	196 510	6 323	39 256	163 577

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	17 657			17 657
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	17 657			17 657
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	8 987		8 987	
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	8 987		8 987	
TOTAL GENERAL		26 644		8 987	17 657
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				8 987	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	172	172	
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux	148 471	148 471	
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	11 032	11 032	
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 136	1 136	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	2 502	2 502	
	TOTAL DES CREANCES	163 313	163 313	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	21 646	21 646		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	36 652	36 652		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	41 008	41 008		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	31 645	31 645		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 012	1 012		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	131 963	131 963		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	446 029				446 029
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(111 347)	(137 508)			(248 855)
Excédent ou déficit de l'exercice	(137 508)	137 508		137 659	(137 659)
Situation nette	197 174			137 659	59 515
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	197 174			137 659	59 515

2/17

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			2 502	2 502
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				2 502

